

Informations internationales

Nouvelle série n° 187 (556) – 15 août 2014 – 0,50 euro

TURQUIE

Déclaration du Parti de la fraternité des travailleurs

**La nouvelle camisole de force que l'impérialisme fait mettre à la Turquie
Le soi-disant choix de l'élection du président par le peuple !**

Depuis 1982, de l'élection de Kenan Evren¹ jusqu'à aujourd'hui, le candidat d'AKP Tayyip Erdogan et celui de CHP/MHP Ekmeleddin Ihsanoglu vont se battre dans la course pour devenir le premier président élu par le peuple. Kenan Evren avait raison : « *Pourquoi aurait-on besoin du multipartisme : deux ou trois partis suffisent, la stabilité du système est ainsi garantie.* » C'est ainsi que cela s'est passé. Avec le barrage à 10 % des voix, notre pays a l'un des systèmes électoraux le plus injuste au monde. D'une certaine façon il va se comporter comme un pays dont le système électoral repose sur un barrage à 50 % grâce au passage à un régime présidentiel et parlementaire.

Depuis la première et la seconde guerre du Golf, le régime parlementaire de Turquie a été très réduit par les interventions impérialistes parce que, pendant ces deux guerres, le régime parlementaire, même limité, a été un obstacle à l'impérialisme américain. Tayyip Erdogan, en se joignant à l'intervention de l'OTAN en Libye, ne s'est même pas donné la peine d'informer l'assemblée. Concernant la Syrie, sans même informer la population ou l'assemblée de ses intentions, devant les regards effarés de ceux qui écoutaient, il a osé dire que « *de toute façon, nous étions en guerre avec ce pays* ». La Turquie, surtout depuis le second mandat du gouvernement AKP, est devenue le régime d'un seul homme. Le vote, c'est à dire le fait que le peuple puisse choisir son président ne sera que la continuité d'un régime antidémocratique.

Depuis que nous avons construit le Parti de la fraternité des travailleurs en Turquie, nous avons toujours expliqué que la lutte des classes de ces 50 dernières années s'est concrétisée dans la guerre menée par l'impérialisme et ses valets contre les avancées apportées par la constitution de 1961. Que ce soit le 12 mars 1971 avec le semi coup d'Etat militaire, que ce soit la dictature militaire des pro-OTAN du 12 septembre 1980, l'impérialisme s'est toujours battu contre la classe ouvrière et ses organisations. Après le régime mis en place le 12 septembre, les gouvernements, avec à leurs têtes des patrons notoires, qui ont profité de toutes les possibilités offertes par le régime de Kenan Evren, en reléguant les délégués de l'assemblée et en détruisant même ce qui restait de la souveraineté nationale et de l'indépendance, nous ont livrés pieds et poings liés à l'impérialisme. Quant aux gouvernements d'AKP, ils sont allés encore plus loin. En Lybie, quand Kadhafi a été éliminé par les commandos de l'armée française, tout le monde a pu voir le ministre des affaires étrangères, Davutoglu, serrer d'Hillary Clinton, de façon complice.

Les peuples de Turquie n'ont pas besoin d'un nouveau Bonaparte

Le président doit se conformer aux caractéristiques décrites par la constitution de 1961 sinon il n'a pas lieu d'être. La disparition du barrage des 10 %, la possibilité pour tous les partis politiques de participer, l'égalité de temps de parole pour tout le monde, la révocabilité possible des députés élus par ceux qui ont voté, l'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme, le choix d'un président d'Assemblée nationale non dirigé par Washington ou Bruxelles : tous ces principes, s'ils étaient appliqués, nous seraient plus que suffisants.

C'est pourquoi, tout en refusant d'une part le jeu de la présidentielle qu'on nous ferait prendre pour le choix d'un peuple, et d'autre part les élections qui vont à nouveau avoir lieu l'année prochaine avec le barrage de 10 %, nous devons partir en campagne à l'échelle nationale dans le cadre des élections à l'Assemblée nationale avec les principes défendus ci-dessus.

La révolte populaire du mois de juin de l'année dernière doit en être la première étape, mais on ne doit pas s'en contenter. Les grèves, résistances ou occupations d'une classe ouvrière qui commence à se mettre en mouvement avec des « gros bataillons », tel qu'à Yatagan, Soma et Sisecam, doivent donner le ton.

Une paix durable entre les peuples et les religions n'est possible qu'à partir de la construction d'une assemblée nationale qui viendrait de la base

Quant au candidat de l'HDP², Selahattin Demirtas, il est le seul candidat laïc, ce qui le rend très différent des autres candidats. Seulement le marchandage avec le gouvernement ou le MIT³, le processus de résolution de la problématique kurde ne fait pas avancer Demirtas. Cela sert Abdullah Ocalan, c'est l'expression de la soumission du parti de Demirtas à Abdullah Ocalan. C'est pourquoi, dans ces élections, il demande des voix au nom d'Ocalan. Très bien, mais comment peut-on connaître les tenants et

¹ Instigateur du [coup d'Etat du 12 septembre 1980 en Turquie](#). Il devient en [1982](#) le septième [président de la République](#) de [Turquie](#), fonction qu'il occupera jusqu'en 1989

² Parti démocratique des peuples, organisation légale créée par le mouvement kurde et quelques groupuscules d'extrême gauche

³ Turkish Intelligence Service, Services secrets turcs

aboutissants des marchandages entre l'Etat et Ocalan ? Et encore, Demirtas, qu'en sait-il? Ainsi que son parti ? Pour qu'un véritable processus de négociation se mette en place, ne faudrait-il pas qu'Ocalan soit libéré et que chacun d'entre nous puisse connaître et observer le processus de négociation ? La première condition pour une transparence dans les négociations devrait être la libération d'Ocalan. Personne n'est obligé de faire confiance à la « fourberie orientale » du gouvernement de Tayyip Erdogan. Va-t-on croire Erdogan quand, pour gagner les élections, il déclare qu'il va donner la liberté aux Kurdes ? Quand on pense qu'à l'extérieur du pays il se conduit en foudre de guerre, comment pourrait-il garantir la paix à l'intérieur de son propre pays ? Comment celui qui donne des armes à ISIS contre les kurdes d'Irak et de Syrie pourrait-il créer un climat de fraternité à Diyarbakir ? Dans ces conditions, accepter les élections présidentielles qui se préparent ne serait pas différent de la politique impérialiste dont les solutions sont des impasses : c'est pourquoi on doit refuser cette duperie. On doit refuser ces élections.

En réponse à l'absence de choix, ne vous laissez pas avoir par « cela ne suffit pas mais bon » qui vous est de nouveau proposé. Il existe une alternative !

En effet, il existe une alternative à ces élections. C'est le choix, non pas à la place de Tayyip Erdogan de donner sa voix à Ekmeleddin Ihsanoglu, roue de secours de l'impérialisme, mais celui d'une assemblée générale libre et de la construction de cette assemblée suivant les principes décrits ci-dessus. Cette assemblée souveraine doit déclarer en premier lieu son indépendance vis à vis de l'impérialisme, elle doit quitter l'OTAN, elle doit abandonner les accords bilatéraux avec les Etats-Unis, elle doit se réapproprier les bases militaires américaines qui sont sur le territoire turc.

L'autre décision qui devrait être prise par une assemblée souveraine serait de rapatrier ses troupes de l'étranger, de rappeler l'ensemble des militaires et d'interdire les politiques étrangères aventurières. Cette assemblée est obligée d'être à l'intérieur comme à l'extérieur, du côté de la paix. Être du côté de la paix, cela signifie défendre avec la plus grande fermeté la laïcité. La seule solution contre la défiance créée par l'impérialisme et les différents gouvernements, entre les différentes religions en Turquie et dans le Moyen Orient, c'est la laïcité. Dès que la moindre concession est faite à ce sujet-là, on ne peut plus parler de paix et de démocratie. De plus, ne pas donner d'importance à la laïcité, cela revient à permettre les divisions au sein de la classe ouvrière et du peuple, de façon irréversible, sur la base des différents courants religieux, ce n'est pas juste un détail sans importance.

C'est pourquoi l'assemblée nationale doit défendre sans aucune concession la laïcité. L'assemblée nationale, dans le but d'assurer une véritable égalité entre les peuples, en même temps qu'elle crée les possibilités d'une scolarisation dans leur langue maternelle, doit reconnaître le statut de langue officielle au kurde, langue parlée par un quart de la population. Le fait pour la Turquie de reconnaître deux langues officielles lui permettrait de stabiliser l'unité du pays et serait la base de la fraternisation entre les peuples. La solution n'est pas la séparation : que les enfants turcs apprennent le kurde comme aujourd'hui les enfants kurdes apprennent le turc.

L'assemblée nationale doit nationaliser de nouveau les moyens de productions stratégiques, qui avaient été privatisés. Les travailleurs doivent pouvoir se syndiquer dans les syndicats de leur choix, ils doivent pouvoir construire leurs organisations indépendamment du capital et de l'Etat, ils doivent pouvoir profiter du droit de grève sans aucune restriction, ils doivent pouvoir conclure des accords de branche de façon libre avec l'aide des organisations ouvrières, ils doivent avoir le droit de manifester et de se rassembler sur les places publiques et là où ils veulent sans demander de permission, avec les organisations démocratiques de masse. L'assemblée nationale aura pour devoir de garantir une démocratie politique sans faille.

Une assemblée nationale souveraine doit cesser immédiatement le remboursement des dettes à l'extérieur et, en lançant un programme de grands travaux publics, elle doit garantir aux travailleurs un salaire qui leur permettra de vivre correctement, elle doit mettre fin à l'insécurité au travail en interdisant le travail à la tâche.

Pour que les jeunes soient libérés du statut de chômeurs diplômés qui les rend dépendants de leurs familles et qui trouvent une solution en rentrant dans des gangs mafieux ou dans des sectes ou bien en tombant dans les mailles des réseaux de trafiquants internationaux, cette assemblée devra créer les conditions qui leur permettraient d'être embauchés dans de bonnes conditions. Les paysans sans terre devront être subventionnés par l'Etat et en même temps ils devront être aidés pour nourrir leurs animaux, il faut tout de suite arrêter ce que fait HES, arrêter le pillage des terrains publics, les forêts et les côtes qui ont été privatisées doivent être nationalisés, il faut interdire les constructions AVM qui sont synonymes de vente des terrains publics à des fonds privés, les détruire pour en faire des parcs publics. Les femmes doivent avoir le droit de voter et d'être élues en toute sécurité dans une république laïque, elles doivent avoir le droit d'avoir une éducation laïque, de pouvoir faire le métier qu'elles veulent, pouvoir profiter de tous les acquis tels que le droit d'héritage et ne plus être obligées d'être liées financièrement aux hommes pour pouvoir vivre la tête haute. Dans les domaines économique, politique et sociale, jusqu'à ce qu'une vraie égalité soit garantie, de réels moyens de lutte doivent être mis en place et le mouvement des femmes doit être vu comme indissociable de la lutte pour la démocratie et le travail. Les retraités, au regard des années qu'ils ont passées à travailler, doivent être assurés par l'Etat de pouvoir vivre dignement sans avoir besoin de l'aide de personne.

Nous, en tant qu' IKP, nous proclamons la nécessité d'une assemblée nationale qui devra rendre possible la représentativité sans aucun barrage et interdits pour tous les peuples et les opprimés de Turquie. Et, avec une telle assemblée nationale, nous nous battons avec les organisations ouvrières pour que les moyens de production soient à nouveau nationalisés sous contrôle des ouvriers. La libération des travailleurs se fera par les travailleurs eux-mêmes, nous réaffirmons que la fin du régime de la propriété privée des moyens de production ne passera que par la lutte des travailleurs et que nous continuerons à nous battre sans faiblir jusqu'à la libération de l'humanité.

N'écoutez pas les mensonges, ne soyez pas dupes, dis non aux élections antidémocratiques !

Nous appelons tout le monde à la lutte pour construire une assemblée nationale représentative, souveraine et laïque, démocratique pour une paix durable !

BURUNDI

PRESENTATION DE LA 2^e CONFERENCE NATIONALE POUR LA RENATIONALISATION DE LA FILIERE CAFE ORGANISEE A BUJUMBURA, LE 25 JUILLET 2014.

La 2^e conférence nationale pour la renationalisation de la filière café, ayant regroupé 64 militants de tendances politiques diverses et des sans appartenance politique provenant- de toutes les provinces du pays ainsi que des personnalités et des militants de la sous région : Kenya, Tanzanie, République Démocratique du Congo et Ouganda, s'est tenue à Bujumbura (au Burundi), le 25 juillet 2014.

Cette conférence s'est tenue au moment où l'Etat d'Israël mène une guerre de génocide contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza où, par des armes les plus puissantes et les plus sophistiquées exterminer par centaines, femmes, enfants et vieux jusque dans des lieux où ceux-ci sont censés être protégés comme les écoles. Cette guerre d'extermination opérée par l'Etat sioniste avec la complicité particulièrement active des puissances impérialistes et des régimes arabes réactionnaires a fait déjà plus de mille morts, des milliers de blessés et de nouveaux "réfugiés" par centaines de milliers.

Parce qu'elle est résolument pour la souveraineté des peuples, la Conférence a envoyé une motion de soutien et de solidarité au meeting d'Alger organisé au même moment que la Conférence, par le Parti des Travailleurs d'Algérie, l'Union générale des Travailleurs Algériens (UGTA) et l'Organisation de l'Unité des Syndicats Africains (OUSA) en défense de la cause palestinienne.

La Conférence pour la renationalisation de la Filière café s'inscrit dans le cadre du combat pour la souveraineté du pays et, pour cause; le café avait rapporté à l'Etat jusqu'à 90% des recettes d'exportation et des revenus substantiels aux paysans caféiculteurs. La privatisation de la filière café sous le diktat des puissances et de leurs institutions, la Banque mondiale, le FMI et l'Union Européenne ne pouvait avoir pour conséquences que la perte de tout attribut de souveraineté nationale, la paupérisation généralisée de la population, la régression des institutions et services publics comme la santé, l'éducation, les infrastructures qui, en tant que tels, avaient constitué les références communes des populations, sapant, ainsi, les bases de l'unité et de la cohésion sociale.

L'Etat, faute de recettes en provenance de cette culture, est contraint à des hausses de prix, d'impôts et de taxes, à la création de nouveaux impôts et taxes, ce qui fait sombrer les populations dans une pauvreté jamais connue dans l'histoire récente de ce pays, sous l'égide du Programme d'ajustement structurel (PAS) qui nous est infligé par les puissances et leurs institutions financières sous le nom du mal nommé Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP).

Ainsi, la révision budgétaire en cours devant être promulguée avant la fin de ce mois de juillet 2014 va encore frapper les vivres, le sucre, les farines, l'eau, le carburant, les têtes de bétail de toute sorte, ainsi que les produits importés.

La place du café dans la vie du Burundi et des Burundais eux-mêmes est une question vitale. Les discussions au sein de la Conférence ont convergé à nouveau sur l'urgente nécessité de la renationalisation de la filière café pour la défense de la population et du pays lui-même. Elles ont convergé aussi sur la construction et le renforcement des comités du CERCABU qui vont organiser à travers tout le pays, dans chaque Province et dans chaque Commune, le rassemblement le plus large possible des paysans et de la population pour constituer un cahier de doléances ; ces comités appelleront tous les partis et syndicats à participer à cette tâche dans l'objectif de constituer un cahier de doléances nationales qui intègrent toutes les revendications de la population laborieuse.

Sur cette base, le CERCABU appelle les pouvoirs publics notamment le Président de la République à répondre au cahier de doléances et, pour cela, il sollicitera une audience.

Pour la Conférence, il est clair qu'il ne peut y avoir de développement, de démocratie s'il y a ingérence étrangère. Il s'impose ainsi la nécessité de combattre pour la souveraineté, pour la construction des organisations politiques et syndicales des travailleurs pour la réalisation de la nécessaire alliance avec les paysans.

Parce que les peuples partagent les mêmes intérêts et le même sort, la Conférence a établi qu'ils ont besoin de leur unité face aux guerres et aux menaces de guerre perpétrées par les puissances pour piller les différentes richesses et ressources ; les peuples de l'Afrique des Grands lacs et de l'Est, comme ceux du monde, aspirent à vivre dans l'unité fraternelle dans le cadre de l'union libre des peuples et des républiques libres débarrassées des injonctions du capital et de ses institutions.

Pour cette raison, la Conférence a décidé de constituer un Comité de liaison pour la paix et la souveraineté des peuples de l'Afrique des Grands Lacs et de l'Est.

La Conférence s'est adressée au Comité de liaison de l'Entente Internationale des Travailleurs et des peuples (EIT) qui se réunira des 10 et 11 octobre prochains à Alger sous l'égide du PT d'Algérie et de l'UGTA, pour faire part à l'EIT de ses conclusions pour leur diffusion auprès du mouvement ouvrier international.

La Conférence a reçu des messages de soutien de la part des organisations suivantes :

- Parti Ouvrier Indépendant de France (POI)
- Parti Démocratique des Travailleurs du Togo (PA.DE.T)
- Travayé é Péysan de Gouadeloupe
- Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA), 2secrétaires nationaux et 7 secrétaires généraux.
- Informacion Obrera, Espagne.

DECLARATION FINALE

- D'origines politiques et d'associations diverses, en provenance de toutes les provinces du pays et, en association avec des participants de la sous région des grands lacs et de l'Afrique de l'Est, nous nous sommes réunis en 2^e Conférence pour la renationalisation de la filière café, à l'appel du CERCABU, Cercle de Réflexion sur la Culture du Café au Burundi. Nous avons, par la libre et franche discussion, échangé sur les conséquences de la politique de privatisation en général et en particulier de la privatisation de la filière café et sur la perspective qui s'impose pour la survie du peuple burundais et l'existence même de la nation.

- Nous avons établi que la privatisation de la filière café, détenue aujourd'hui par des groupes étrangers notamment suisses, a plongé les Burundais dans la misère et entraîné la banqueroute financière de l'Etat, alors même que cette culture avait constitué l'épine dorsale de l'économie du pays avec plus de 80% des recettes d'exportation et rapporté des revenus directs à plus de 800 000 familles, c'est-à-dire plus de la moitié de la population du pays.

- Nous avons noté que la mise en œuvre de cette politique qui nous est imposée par la Banque mondiale, le FMI et l'Union européenne ne peut avoir que des effets pervers ; faute de recettes par le pillage de nos ressources par des groupes étrangers, l'Etat est contraint à la hausse des prix, des taxes et des impôts et d'en créer des nouveaux comme l'atteste la loi de révision budgétaire qui doit être promulguée avant la fin de ce mois de juillet 2014 et devant encore frapper le sucre, les farines, l'eau, le carburant, les têtes de bétail de toute sorte, le **café** tandis que la population est déjà plus que démunie. La misère extrême des Burundais est engendrée par le Programme d'Ajustement structurel, portant aujourd'hui le sobriquet de Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, impulsé par les puissances et leurs institutions financières. La politique de privatisation ne peut qu'approfondir le processus de dislocation du pays et de la population avec la tension politique en cours dans cette phase électorale qui risque d'entraîner de nouveaux conflits dont les Burundais, déjà meurtris par des guerres, n'ont pas besoin.

- Pour ces raisons, pour la paix et le sauvetage de la population et de la jeunesse contre la misère et le chômage, nous sommes convaincus qu'il y a urgence pour l'annulation de toutes les mesures de hausse des prix, des impôts et taxes et la renationalisation de la filière café pour la souveraineté du pays débarrassé du diktat des institutions financières du capital.

Dès lors, nous nous sommes résolus à mettre en place et à renforcer, à l'échelle du pays, des comités du CERCABU pour la défense de la filière café, de la population et de la souveraineté du pays lui-même.

Les comités du CERCABU vont organiser, dans chaque Commune et dans chaque Province, le rassemblement le plus large possible des paysans et de la population pour constituer un cahier de doléances ; ils appellent tous les partis et syndicats à participer à cette tâche dans l'objectif de constituer un cahier de doléances nationales qui intègrent toutes les revendications de la population laborieuse. Sur cette base, le CERCABU appelle les pouvoirs publics notamment le Président de la République à répondre au cahier de doléances et, pour cela, il sollicitera une audience.

-Considérant que la souveraineté des peuples est la base de l'existence de ces derniers, nous dénonçons avec la dernière énergie la guerre d'extermination du peuple palestinien dans la bande de Gaza perpétrée par l'Etat d'Israël avec le soutien particulièrement actif des puissances, de leurs institutions et des régimes arabes réactionnaires.

-Parce que les peuples partagent les mêmes intérêts et le même sort, ils ont besoin de leur unité face aux guerres et aux menaces de guerre perpétrées par les puissances pour piller les différentes richesses et ressources. Les peuples de l'Afrique des grands lacs et de l'Est, comme ceux du monde, aspirent à vivre dans l'unité fraternelle dans le cadre de l'union libre des peuples et des républiques libres débarrassées des injonctions du capital et de ses institutions.

Pour cette raison, nous avons décidé de constituer un **Comité de liaison pour la paix et la souveraineté des peuples de la région**.

Fait à Bujumbura, *Ego Hotel*, le 25 juillet 2014.

Abonnement à Informations internationales

10 numéros : 10 € ; 20 numéros : 20 € ; 30 numéros : 30 € ; 40 numéros : 40 € ; 50 numéros : 50 €
incluant le soutien à la diffusion internationale du bulletin.

Abonnement de soutien 1 an : 100 € • 10 numéros : 16 francs suisses ; 7 livres ; 10 dollars ; etc.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Pays :

E.mail :

Chèques à l'ordre de CMO (adresse ci-contre)

Virements bancaires : RIB (France) 10278 06076 00020050701 30

IBAN (Etranger) : FR76 1027 8060 7600 0200 5070 130 - CMCIFR2A

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein - Imprimerie Rotinfed 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris (France) -
Commission paritaire n° 0713 G 82738 Edité par "Les Amis de l'Entente", 18, allée Colbert, 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse